

Coalition SOS-Pronovost

COMMUNIQUÉ – *Pour diffusion immédiate*

L'ASRA n'est pas la seule planche de salut pour les agriculteurs en difficulté.

Saint-Germain-de-Kamouraska, 5 mai 2010. Consciente que les mesures de resserrement de l'Assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) risquent de faire mal à plusieurs agriculteurs dont les productions sont déficitaires année après année, la Coalition SOS-Pronovost souhaite rétablir certains faits face aux sorties alarmistes de l'Union des producteurs agricoles (UPA).

On ne peut reprocher au gouvernement de vouloir ramener à des proportions raisonnables les montants destinés à protéger les agriculteurs de risques imprévisibles, ni de prendre des mesures pour que l'ASRA ne servent plus à maintenir artificiellement en vie des productions devenues non-rentables, comme c'est le cas notamment de l'industrie porcine axée sur l'exportation. L'UPA ne peut s'y opposer puisque c'est elle-même qui a laissé se creuser un déficit d'un milliard et demi alors qu'elle contrôlait la Financière agricole.

Ce que l'UPA passe outrageusement sous silence et que la Coalition SOS-Pronovost tient à souligner, c'est que la réforme proposée par le gouvernement offre d'autres avenues aux agriculteurs affectés pour leur permettre de se réorienter vers une pratique agricole plus rentable et plus acceptable. En plus d'un nouveau type d'assurance contre les risques (Agri-Québec), autogéré, accessible à toutes les fermes et basé sur le revenu de la ferme plutôt que sur le volume et les coûts de production, auquel le gouvernement consacra 70 millions, un premier budget de 20 millions vient d'être confirmé pour des programmes d'innovation, de transition et de conversion destinés aux agriculteurs en difficulté ainsi qu'un soutien à la multifonctionnalité pour ceux qui accepteront de respecter un cahier de charges basé sur les impacts environnementaux, sociaux et territoriaux du modèle d'agriculture choisi. Loin de couper les vivres aux agriculteurs en difficulté, la réforme vise plutôt à leur permettre de se réorienter.

Plutôt que de dénoncer et de tenter désespérément de torpiller la réforme, l'UPA devrait plutôt orienter les agriculteurs vers ces nouveaux programmes et inciter le gouvernement à faciliter la transition du plus grand nombre vers une agriculture de proximité et de plus value, plus territoriale, diversifiée, écologique et rentable socialement. C'est ce virage vers l'avenir que doit poursuivre la future politique agricole promise pour les prochains mois, à défaut de quoi les agriculteurs auront raison de dire que l'État québécois les a abandonnés.

Information :

Roméo Bouchard, 418-492-5727, romeobouchard@sympatico.ca

Benoit Girouard, 450-495-1910, lamiral.bio@sympatico.ca

Richard Favreau, 418-736-5947, [rfavreau@ globetrotter.net](mailto:rfavreau@globetrotter.net)